

8 Débats

En mémoire de Lyra McKee

OPINION

«C'est dans le paradoxe qu'apparaît la réalité.»

Le propos de Dürrenmatt (*Les Physiciens*, thèse 19) se laisse illustrer tragiquement par le cas irlandais. S'il est pratiquement impossible de repérer la frontière qui à la fois divise la province d'Ulster et sépare l'Irlande du Nord de son voisin la République d'Irlande, celle-ci n'en est que plus visible à Derry et Belfast. La frontière liquide devient ligne rouge sang.

Paradoxe d'une paix sans réconciliation: au nom de la paix, on érige, rénove et consolide les murs. Alors que du mur de Berlin ne restent que des fragments destinés aux touristes, 48 «interfaces» (*peace lines* et *peace walls*) sont érigées et 31 sont remis à neuf à Belfast entre 2000 et 2017. Là où ils viennent à manquer, drapeaux, peintures murales ou autre signifient clairement sur quel territoire on se trouve – catholique (donc nationaliste et républicain) ou protestant (donc unioniste et loyaliste). Short Strand, ghetto catholique dans l'est de Belfast majoritairement protestant, est un véritable labyrinthe dans lequel il est aussi difficile d'entrer que de sortir. Suite à des incidents en 1985, un mur a été surélevé à 5,5 m de hauteur. Short Strand: miroir d'un après-guerre qui ne sait trouver le chemin de la paix.

Entre-temps, le combat s'est déplacé sur le terrain démographique. L'Irlande du Nord était traditionnellement majoritairement protestante, mais le ratio entre catholiques et protestants est en train d'évoluer rapidement en faveur des premiers. D'ici peu, c'est tout l'équilibre bien précaire du pays qui sera remis en question. Les conséquences seront d'ordre aussi bien économique que politique. D'où le retour de crispations politiques du côté unioniste, soit le Democratic Unionist Party (DUP), qui joue un rôle déterminant dans le positionnement du gouvernement de Theresa May sur la question du Brexit en refusant tout compromis.

Pour qui conteste l'Union européenne comme projet de paix, le constat est implacable: l'Union a clairement joué un rôle pacificateur depuis l'adhésion conjointe du Royaume-Uni et de la République d'Irlande en 1973. Outre un soutien politique et financier conséquent, il convient de mentionner la pertinence des programmes Peace et Interreg développés sur le terrain

depuis 1989 dans le cadre de la politique de coopération régionale transfrontalière de l'Union. Aujourd'hui, avec le probable retrait du Royaume-Uni de l'UE, le feu couve sous la cendre et ravive les objectifs politiques et identitaires auxquels aucun camp n'a vraiment renoncé.

Tant par les chiffres que par les mots, on édulcore la violence d'une guerre civile qui eut lieu sur le territoire de l'Union européenne

Aussi, trop consciente des conséquences politiques du Brexit en Irlande, Bruxelles a placé la question de la paix au cœur des négociations sur le retrait du Royaume-Uni en insistant sur la mise en place d'un indispensable «filet de sécurité» afin d'éviter le retour des «troubles» dont on associe le terme à la signature le 10 avril 1998 de l'accord du Vendredi saint – qui octroie notamment, on l'oublie souvent, le droit de détenir la double citoyenneté, irlandaise et britannique, et ce indépendamment de l'évolution du statut de l'Irlande du Nord. Il convient cependant de déplacer le curseur: l'IRA provisoire rend les armes le 26 septembre 2005, l'accord de Saint Andrews porte la date du 13 octobre 2006 et ce n'est que le 8 mai 2007 qu'on assiste au retour à un gouvernement centralisé. Il s'agit donc non pas, comme souvent affirmé, de trente mais de quarante années de «troubles». Tant par les chiffres que par les mots, on édulcore la violence d'une guerre civile qui eut lieu sur le territoire de l'Union européenne.

Dans ce conflit, la ville-frontière de Derry joue un rôle clé. En 2019 comme en 1968, la colère gronde à Derry. C'est ici qu'il commence en octobre 1968, qu'il connaît ses «hauts faits» avec la bataille du Bogside en août 1969 et le triste-célèbre Bloody Sunday de janvier 1972. C'est ici qu'a lieu l'explosion d'une voiture piégée

devant le palais de justice le 19 janvier 2019. C'est ici aussi que la journaliste d'investigation Lyra McKee a été la victime collatérale (semble-t-il) d'une balle perdue dans le cadre de violentes émeutes dans la nuit du 18 avril 2019. Un jeune républicain militant au sein de la Nouvelle IRA (NIRA), soit un groupe paramilitaire radicalisé dissident de la «Real IRA», serait coupable.

Paradoxe tragique: Lyra McKee a précisément rédigé en 2017 un essai sur les «enfants de la paix» et leur taux élevé de suicide. Il s'agit d'une jeunesse qui, bien qu'épargnée par les années d'oppression et de violence des années troubles de l'Irlande du Nord, n'en subit pas moins violemment le choc traumatique. A cela s'ajoutent chômage et endettement fragilisant une jeunesse sans perspective qui devient alors une proie facile pour différents groupes paramilitaires et/ou mafieux.

L'invisible entre-deux désigne ainsi non seulement la frontière, mais aussi une jeunesse perdue entre guerre et paix, sans fil d'Ariane pour sortir de ce labyrinthe guerrier. En référence aux échauffourées symptomatiques de Derry, Lyra McKee rédige ce qui sera son dernier tweet: «complètement dingue».

Paradoxe de l'absurde: d'une part, l'insensé de ce conflit et, d'autre part, la tentative désespérée de lui donner un sens, une issue aussi. Lyra McKee était consciente des épreuves qui attendent celui/celle qui se confronte à l'absurde et qui fait le choix de la vérité. Sa révolte coïncidait avec son engagement dans le mouvement LGBT et son choix de s'établir à Derry. Il faut imaginer Lyra heureuse. ■

CHRISTOPHE SOLIOZ
POLITOLOGUE ET ENSEIGNANT
DE PHILOSOPHIE
AU COLLÈGE DE GENÈVE

